

**Nuit des Idées, Institut Français de Tunisie, 29 janvier 2021**

## **Esprit (de la révolte) es-tu là ? 10 ans et toujours vivant !**

**Vanessa AUBRY**

Animée par Oissila Saaidia, cette convocation de l'esprit de la révolte a réuni Nadia Khiari, dessinatrice satirique de Willis from Tunis, qui a, cette année, 10 ans et est toujours bien vivant, Marouen Taleb, chercheur à l'IRMC et Mohammed Slim Ben Youssef, doctorant à l'IRMC, inscrit en thèse de sociologie politique à l'Université d'Aix-Marseille. Cette table ronde a permis aux participants d'échanger autour de dessins de Willis réalisés ces dix dernières années par Nadia Khiari.

Moderated by Oissila Saaidia, this convocation of the spirit of revolt brought together Nadia Khiari, satirical cartoonist of Willis from Tunis (which is 10 years old this year and still very much alive), Marouen Taleb, researcher at the IRMC and the AFD, and Mohammed Slim Ben Youssef, doctoral student at the IRMC, in a political sociology thesis at the University of Aix-Marseille. This round table was punctuated by discussions around drawings of Willis made over the last ten years by Nadia Khiari.

بتنسيق من وسيلة سعائدية، جمع هذا اللقاء، الذي عاد ليخاطب الروح الثورية، كل من نادية الخياري، رسامة الكاريكاتير الساخر لـ Willis from Tunis (منذ عشر سنوات وإلى اليوم مازالت هذه الشخصية حية)، ومروان طالب، باحث بمعهد البحوث المغاربية المعاصرة وبالوكالة الفرنسية للتنمية، ومحمد سليم بن يوسف، طالب دكتوراه بمعهد البحوث المغاربية المعاصرة، مسجل بالدكتوراه في علم الاجتماع السياسي بجامعة ايكس مارساي. حيث مكنت هذه المائدة المستديرة المشاركين من مناقشة رسومات Willis التي رسمتها نادية الخياري طيلة السنوات العشر الماضية.

\*\*\*

\*\*\*

\*\*\*

**Pour accéder à la retransmission de la table ronde, suivez le lien !**



---

## De la « révolte normative » à des formes violentes de contestation

---

Dix ans après la révolution tunisienne, les récents événements de janvier rappellent que cet esprit de révolte plane toujours sur la Tunisie, avec une mobilisation des jeunes qui se maintient. Cet esprit de révolte, toujours vivace dans la jeunesse, peut prendre des formes multiples, selon le contexte social ou géographique dans lequel s'inscrivent les jeunes. Chaque contexte territorial « produit » une catégorie de jeunes et un esprit de révolte caractéristique de ce territoire.

Deux dimensions peuvent être abordées pour chercher à comprendre cet esprit de la

révolte. D'un côté, un sursaut citoyen, une « révolte normative » en quelque sorte. Les jeunes s'inscrivent dans la société civile, par des actions au niveau local, un engagement civil et citoyen, et se construisent ainsi une certaine légitimité au niveau local, dans un rapport parfois tendu avec les autorités locales. D'autre part, cet esprit de révolte peut prendre des formes plus violentes dans certains contextes : nous trouvons un sentiment d'injustice, des conflits entre des communautés et les pouvoirs publics, sur le foncier, sur l'accès à l'eau, aux services publics, sur le chômage. Ces conflits ne sont pas seulement liés à l'inadaptation des politiques publiques, il existe aussi des conflits larvaires sur des questions de terres revendiquées à l'État, des conflits entre communautés sur le découpage territorial, *etc.*

Quels sont alors les moyens d'action spécifiques aux jeunes dans ces deux catégories de révolte ? Depuis la révolution se constituent des listes indépendantes des jeunes de la société civile, et leur présence se fait importante dans les conseils communaux. Ils s'imposent comme force politique locale. C'est l'occasion pour eux de se familiariser avec le pouvoir local et la compréhension des modes d'action de l'État. La société civile sert alors de vecteur à cette révolte et permet de renforcer les capacités d'action des jeunes. De plus en plus, ils disposent de moyens pour dialoguer avec les pouvoirs publics et se positionner comme une alternative par rapport aux forces politiques classiques. Au moment du confinement, on a pu observer un sursaut de cette jeunesse dans des actions

de sensibilisation, ou encore de distribution d'équipements de protection.

Le sentiment d'injustice et de marginalisation peut aussi pousser à prendre des voies de contestation violentes. Celles-ci sont des contestations des modes d'action de l'État : contre des limites territoriales imposées, l'absence de perspectives de développement au niveau local, la stigmatisation de certains quartiers, et contre un statut imposé de catégories « dangereuses » et destinées à la marginalisation.

## Mots et maux de la révolte

« Émeute », « révolte », « soulèvement » : chaque mot renvoie à un registre du politique et à un usage du politique. Tous sont des constructions politiques. Cette construction de catégories sert à distinguer les « bons » ou les « mauvais » soulèvements et protestations. Tous ces termes s'inscrivent dans l'horizon de la

« contestation », mot qui permet de comprendre que des personnes essaient d'exprimer une colère à un moment donné. Les quatre jours de confinement général décrétés en janvier 2021 ont surtout touché des personnes qui subsistent au jour le jour. Quand le gouvernement décrète ce confinement, il touche alors à ce mode de subsistance, on conteste donc une violation d'un pacte tacite antérieur. En comparaison, le confinement instauré durant deux mois en 2020 n'a pas causé de contestations de cette ampleur : l'État communiquait alors sur les mesures sanitaires entreprises, mais également sur des mesures économiques et sociales venant compenser l'impact des restrictions sanitaires.

L'emploi du mot « révolte » est une manière de désigner des pratiques tout en leur donnant une charge politique, de légitimation de la colère. Il s'agirait donc d'un terme plutôt positif, tandis que le terme « émeute » est plus employé par les forces de sécurité et sous-entend « pillage », ou encore

« délinquance ». C'est une manière de délégitimer les personnes qui se sont révoltées.

Le terme « émeute » est problématique en sciences sociales, en cela qu'il renvoie aux émotions, on nie alors toute capacité de rationalisation des acteurs mobilisés.

## Le mot de la fin

Si l'on ne devait choisir qu'un mot pour désigner l'esprit de révolte, lequel adopter ? Mohamed Slim Ben Youssef fait le choix du mot « dignité », qui renvoie à l'aspiration à vivre dignement, à disposer de moyens de subsistance tout en jouissant des droits et libertés publiques. Marouen Taleb opte pour celui de « territoire » : chaque révolte est unique entre urbains et ruraux, entre habitants d'une même métropole, entre quartiers aisés et quartiers populaires, entre la côte et l'intérieur. Enfin, Nadia Khiari nous parle d'« espoir », car il faut de l'espoir pour se révolter.



© IRMC.

## Références

Nadia Khiari a publié un recueil à l'occasion des dix ans de Willis from Tunis, fin 2020 aux éditions Elyzad. C'est une manière de documenter ce qu'il s'est passé et, à travers son regard, de montrer l'enchaînement des événements qui ont conduit à la situation actuelle. C'est aussi une manière de témoigner face à des tentatives de récupération de l'histoire.



Photo de Nadia Khiari © IRMC.

KHIARI Nadia, 2020, *Willis from Tunis, 10 ans et toujours vivant !*, Tunis, Elyzad.

LUCEÑO MORENO Marta, 2020, Nadia Khiari. Conversation avec une dessinatrice politique engagée, Maison des sciences de l'homme, « Petite collection MSH ».



Photo de Marouen Taleb © IRMC.

Mohamed Slim Ben Youssef a participé à l'ouvrage collectif *L'Esprit de la Révolte* dirigé par Leila Dakhli, paru en septembre 2020. Il s'inscrit dans le programme de recherche ERC DREAM (Drafting and Enacting the Revolutions in the Arab Mediterranean), qui inclut des historiens, sociologues et politistes. Le but de ce programme est de réfléchir sur la longue histoire des soulèvements et révolutions dans la région. Il interroge la manière dont les politiques néolibérales ont des effets sur la récurrence des révoltes.

DAKHLI Leyla (dir.), 2020, *L'Esprit de la révolte. Archives et actualités des révolutions arabes*, Paris, Le Seuil.



Photo de Mohamed Slim Ben Youssef. © IRMC.